

Elaboration du Plan de Prévention des Risques
RISQUE « INONDATION »(PPRI)
sur la commune de la Destrousse

PROCES-VERBAL DE SYNTHESE
DES OBSERVATIONS ECRITES ET ORALES

dans le cadre de l'enquête publique ouverte le 13 septembre 2019 et close le 14 octobre 2019

Remis au porteur de projet le 22 octobre 2019

Référence : Arrêté du Préfet des Bouches du Rhône en date du 12 août 2019

Commissaire enquêteur : Nicole BOUILLLOT

*Conformément à l'article 5 de l'arrêté préfectoral des Bouches du Rhône, une rencontre a été planifiée et s'est tenue le **22 octobre à partir de 9h** entre Madame BOUILLOT commissaire enquêteur désignée par la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille pour conduire l'enquête publique portant sur le projet de Plan de prévention des Risques d'Inondation (PPRI) et la Direction des Territoires et de la Mer représentée par Monsieur Clément GASTAUD adjoint Inondation au chef du Pôle Risques Naturels Service Urbanisme de la DDTM13.*

*L'objet de cette rencontre était la remise du **procès-verbal de synthèse** des observations écrites et orales recueillies pendant les 32 jours de l'enquête publique, laquelle s'est terminée le 14 octobre 2019 ainsi que les remarques, questions ou observations des Personnes ou Organismes associés recueillies en amont ou pendant l'enquête publique complétées par celles du Commissaire Enquêteur.*

Il est rappelé qu'après remise de ce PV, incluant toutes ces observations, le chef de projet dispose d'un délai de quinze jours pour y répondre sous forme de mémoire lequel sera intégré dans le rapport final de l'enquête.

SOURCES des OBSERVATIONS

Public et courriers reçus

Malgré la communication règlementaire et une communication locale (site internet, panneau lumineux, information écrite diffusée dans les boîtes à lettre) le public a été peu nombreux à l'occasion des 5 permanences tenues :

- 8 personnes (dont 2 hors zone inondable : l'une d'elle est cependant concernée par un phénomène d'inondation par ruissellement).

Les 6 personnes résidant en zone inondable étaient conscientes de la situation de leur bien, ainsi que des risques et des limites de constructibilité.

En revanche, la majorité d'entre elles espéraient trouver dans le PPRI des réponses en termes de travaux visant à réduire les risques naturels d'inondation qu'elles subissent régulièrement, risques naturels aggravés d'après elles par la construction de l'autoroute A52 accompagnée de la déviation du cours naturel du Merlançon et son busage par des ouvrages de section insuffisante.

Toutes ont manifesté leur préoccupation quant à l'entretien régulier des cours d'eau sur toute leur longueur de façon à favoriser l'écoulement des eaux en cas de crue.

- 1 personne pose une requête visant à rectifier le zonage règlementaire du PPRI sur sa parcelle.

Il n'y a pas eu d'autres courriers que ceux remis en mains propres par les administrés essentiellement lors de la dernière permanence.

Le registre dématérialisé a fait l'objet de 87 visites, 1 visionnage mais aucun téléchargement ou observation.

Maire et responsable urbanisme de la Destrousse

A l'occasion d'une première rencontre en amont du démarrage de l'enquête et d'échanges informels tout au long de l'enquête, nous avons évoqué avec le maire et/ou la responsable Urbanisme :

- L'attention de la commune vis-à-vis des riverains régulièrement inondés (y compris ceux qui se situent administrativement sur la commune de la Bouilladisse aux abords du pont des Saurins)
- Les moyens financiers limités d'une petite commune pour des travaux destinés à prévenir les risques d'inondation et la difficulté de réalisation de tels travaux qui concernent de fait plusieurs communes (en particulier la Bouilladisse pour le pont des Saurins)
- Le transfert de la compétence GEMAPI de la commune vers la Métropole Aix-Marseille Provence qui a délégué au Syndicat du Bassin Versant de l'Huveaune (SMBVH) l'entretien des cours d'eau sur ce bassin Versant courant
- La demande pressante de logements sur la Destrousse qui a connu une croissance de sa population de près de 14% entre 2011 et 2016 et la nécessité de réguler cette croissance dans le cadre des documents d'urbanisme pour éviter d'accroître les risques naturels et pour pouvoir continuer d'offrir des équipements publics adaptés
- Des craintes par rapport au secteur de développement « Etoile-Merlançon » proposée dans le Projet d'Aménagement de Développement Durable (PADD) première étape du futur Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) du Pays d'Aubagne et de l'Etoile
- Des attentes par rapport au projet VAL'TRAM qui devrait offrir une desserte rapide en transport en commun de la Commune vers Aubagne et la Bouilladisse...

Par ailleurs, le **2 octobre 2019**, le **maire a proposé au vote du Conseil Municipal le projet de PPRI (vote favorable)**. Dans le cadre de l'audition du maire par le CE prévu à l'article 3.3 le maire a déclaré que malgré la réalité et la qualité du travail de concertation, il lui paraissait possible que subsistent des anomalies dans le zonage pouvant conduire à la difficulté d'instruction d'autorisations d'urbanisme.

Autres Personnes et Organismes Associés

Le commissaire enquêteur a pris connaissance des réponses du **CD13** et de la **Chambre d'Agriculture** et a souhaité rencontrer le **SMBVH** (ex SIBVH) qui n'avait pas répondu à la sollicitation de la DDTM.

Cette rencontre a pour objet de recueillir l'avis du **SMBVH** sur l'état du Merlançon et de ses affluents et de prendre connaissance des travaux d'entretien et de travaux programmés dans le cadre de la DIG obtenue le 21 /12/2018 (Enquête Publique réalisée du 20 juin au 19 juillet 2018).

La Directrice sur SMBVH :

- Indique qu'une première campagne de débroussaillage sur le Merlançon a eu lieu au cours de l'été 2019, à l'occasion de laquelle beaucoup de riverains ont été rencontrés individuellement avec rappel de leurs obligations légales. Cette campagne a également concerné des parcelles appartenant à VINCI.

- Informe qu'une opération de curage, enlèvement de sédiments aura lieu en octobre-novembre 2019 sur les points sensibles du Merlançon (Pont des Saurins en particulier) et que ce type d'opération pourra être réalisé préventivement dans le cadre de la DIG.
- Confirme que les travaux plus importants, nécessaires à la restauration et l'aménagement des cours d'eau trouveront leur cadre dans le Programme d'Actions de Protection des Inondations (PAPI) intégré au Contrat de RIVIERE (2019-2021).
- Déploie de n'être pas parvenu à convaincre VINCI (ex ESCOTA) de coopérer à l'élaboration d'un projet hydraulique concerté dans le cadre de l'élargissement de l'autoroute A52 au niveau du chemin du Merlançon (La Destrousse).

SYNTHESE des OBSERVATIONS et QUESTIONNEMENTS

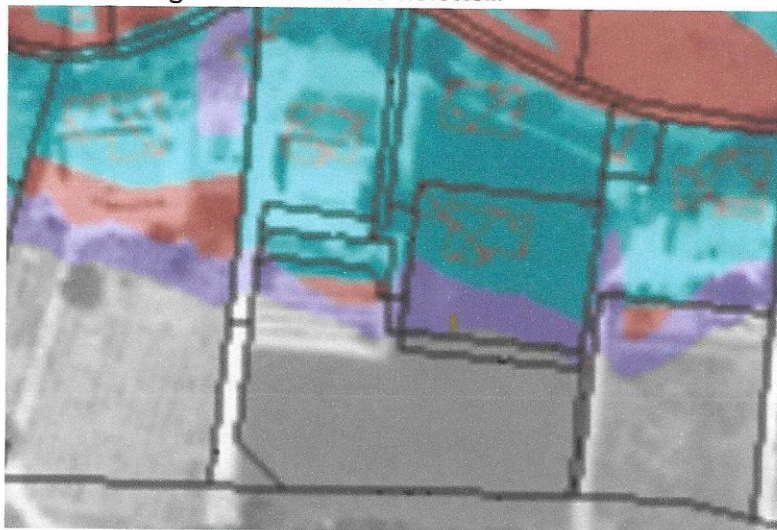
Hors mis un cas particulier ce procès-verbal présente une synthèse des observations et questionnements par grands thèmes.

1. Zonage du PPRI et difficultés potentielles dans la prise de décisions d'urbanisme

M RAPUZZI domicilié 404 avenue de la Doulia 13112 La DESTROUSSE demande de révision du zonage réglementaire du PPRI sur sa parcelle (section AT n°50-51) supposant une incohérence de tracé lors du croisement de la carte des enjeux et celui de la carte des aléas. En appui à sa demande, il joint une note accompagnée de plans, d'un schéma et d'une photo (dossier de 9 pages en pièce jointe)

1-1 Le Responsable de Projet pourrait-il examiner le cas de M Rapuzzi avant publication du PPRI ?

Sur des parcelles voisines de l'endroit où réside Monsieur RAPUZZI (à gauche), le commissaire enquêteur constate des micro « taches » rouges dans une zone violette...



1-2 Le Responsable de Projet peut-il vérifier s'il n'y a pas une anomalie ?

1-3 Existe-t-il une possibilité de correction « automatique » permettant de faire coïncider carte de zonage et découpage cadastral de façon à faciliter l'application du PPRI et la prise de décisions d'urbanisme ?

Le maire de la Destrousse évoque la possibilité d'erreurs matérielles ponctuelles liées à un relevé topographique non exhaustif dans l'étude de référence.

1-4 Que se passerait-il si un particulier ou professionnel de la construction pouvait démontrer une incohérence dans le zonage sur tout ou partie d'une parcelle cadastrale après publication du PPRI ?

2. Demande de dérogation de la Chambre d'Agriculture

Dans le cadre de la concertation des personnes et organismes associés(POA), la Chambre d'Agriculture a écrit :

« Compte tenu de la contrainte que représente pour l'agriculture l'impossibilité de constructions dans les zones d'aléas fort, nous souhaiterions que soit rendue possible la construction de bâti fonctionnel avec premier plancher aménagé au dessus de la crue de référence, lorsque les vitesses y sont faibles (< 0.5m/s) »... et émet de ce fait un avis réservé sur le PPRI.

2-1 Quelle est la position du porteur de projet sur cette demande ?

3. Courrier du Conseil Départemental 13

Dans le cadre de la concertation des personnes et organismes associés(POA), le Département interpelle le porteur de projet, en tant que gestionnaire de la compétence « Routes » sur 3 difficultés particulières d'application du règlement du PPRI de la Destrousse (le courrier vise également le PPRI d'Auriol) :

- Réparation, remise en état de routes endommagées par une inondation
- Compatibilité entre les règles du PPRI et celles d'implantation de signalisation
- Difficulté pour le CD13 d'établir un plan d'alerte et de prévention sectorisé sur une commune

3-1 Pourquoi ce courrier est-il classé en « avis non exprimé » (annexe 4-5) du bilan de consultation des POA? Une réponse a-t-elle été apportée par rapport aux difficultés d'application du règlement des PPRI soulevées par le CD13 ? Laquelle ?

4. Entretien des cours d'eau : facteur aggravant du risque inondation

Les propriétaires rencontrés déplorent un manque d'entretien des cours d'eau aggravant les risques naturels d'inondation qu'ils subissent régulièrement et pointent le fait que les riverains respectent très inégalement l'obligation d'entretien qui leur incombe.

Certains signalent le défaut d'entretien par VINCI de parcelles lui appartenant.

Après le transfert de la compétence GEMAPI de la commune à l'intercommunalité et la possibilité d'entretien des cours d'eau par un opérateur spécialisé, -le SMBVH-, dans le cadre d'une DIG sur l'ensemble du Merlançon et la plupart de ses affluents (notamment les ruisseaux Grand Pré, la Destrousse et Pégoulières), la situation semble susceptible de s'améliorer. Néanmoins, cette prise en charge aura nécessairement un coût pour tous (taxe GEMAPI votée par la Métropole Aix Marseille Provence).

4-1 Réflexion du Commissaire Enquêteur : si l'on peut comprendre que la collectivité se substitue à des particuliers pour des travaux dont la technicité et le coût dépassent leurs moyens, ne serait-il pas possible d'« encourager » VINCI à satisfaire à ses obligations d'entretien ?

5. Travaux – aménagements- urbanisation

Certains propriétaires rencontrés ainsi que la directrice du SMBH évoquent les travaux inappropriés réalisés sur les cours d'eau, facteurs d'aggravation potentiels ou avérés du risque inondation :

- déviation du Merlançon et ouvrages sous dimensionnés du fait des prescriptions en vigueur dans les années 1970 (crue décennale et non centennale) au moment de la création de l'autoroute A52
- positionnement de nouveaux bassins de rétention à l'occasion de l'élargissement de l'autoroute
- confortements de berges de façon hétéroclite pour en prévenir l'effritement ou l'affaissement

Mais aussi ils évoquent aussi :

- l'urbanisation en amont des zones inondables provoquant un accroissement des eaux de ruissellement, un débit accéléré des ruisseaux Grand Pré et Destrousse descendant de Peypin...

5-1 Comment ces aménagements et travaux ont-ils été pris en compte pour la détermination de l'aléa « naturel » ?

5-2 Le ruissellement fait-il partie du modèle ? à quel stade d'urbanisation (date de référence) ?

5-3 Quels types de travaux visant à la réduction des inondations seraient susceptibles de permettre une demande de révision du PPRI ? A l'échelon communal ? à l'échelon du bassin versant du Merlançon ?

Le Programme d'Actions de Protection des Inondations (PAPI) intégré au Contrat de RIVIERE (2019-2021) devra mobiliser des fonds publics pour tendre vers la réduction de la vulnérabilité aux inondations et la restauration des berges et lits des cours d'eau.

5-4 Comment impliquer VINCI dans un programme concerté ? Le SMBVH et la commune n'y sont pas encore parvenus.

6. Un PPRI à la Destrousse

6-1 Pourquoi un PPRI sur la DESTROUSSE et pas sur la BOUILLADISSE, régulièrement inondée et très imbriquée avec la commune de la DESTROUSSE ?

6-2 Quel suivi du PPRI de la DESTROUSSE ?

6-3 Comment le PPRI de la DESTROUSSE pèsera-t-il (ou pas) pour limiter l'urbanisation sur la BOUILLADISSE ou PEYPIN et l'aggravation du risque inondation sur la DESTROUSSE dans le cadre du PLUI en cours d'élaboration ?

7. Communication sur le PPRI approuvé

Les personnes rencontrées lors des permanences étaient plus préoccupées par la prévention des inondations que par les règles du PPRI applicables aux constructions existantes ; même lorsque ce chapitre a été abordé à l'initiative du commissaire enquêteur, elles n'ont pas manifesté le souhait d'explicitation.

Aucun commerçant ou artisan n'est venu s'informer.

7-1 Malgré le souci de pédagogie du porteur de projet, une synthèse des éléments de portée pratique concernant au PPRI publié est-elle envisagée : rappel des obligations d'entretien des riverains, obligation d'assurance, obligation de travaux, possibilités de financement... ?

7-2 Les personnes privées ou TPE concernées par le PPRI seront-elles informées directement ? par qui ?

ANNEXE : dossier M RAPUZZI (9 pages)

Marseille le 22 octobre 2019



Clément **GASTAUD**

Adjoint Inondation au Chef du Pôle Risques Naturels

Service Urbanisme DDTM13



Nicole **BOUILLOT**

Commissaire Enquêteur